

La présence syndicale
au Québec en 2008

Juin 2009

La présence syndicale au Québec en 2008

par Alexis Labrosse*

Alexis Labrosse est agent de recherche en relations du travail à la Direction de l'information sur le travail du ministère du Travail du Québec.

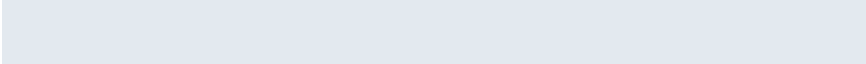


Table des matières

Introduction	5
1. Les sources de données, la population visée et la période de référence	5
2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord	5
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public.	6
4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada	8
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes	10
6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec	12
7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario	14
8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada	15
Conclusion	17

Liste des tableaux et des graphiques

Tableau 1	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1999 et 2008	8
Tableau 2	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1999 et 2008.....	9
Graphique 1	Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1999 à 2008	6
Graphique 2	Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1999 et 2008	6
Graphique 3	Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1999 et 2008.....	7
Graphique 4a	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2008.....	10
Graphique 4b	Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2008.....	11
Graphique 5a	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2008.....	11
Graphique 5b	Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2008.....	12
Graphique 6	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 1999 et 2008	13
Graphique 7	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2007 et 2008	14
Graphique 8	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 1999 et 2008.....	14
Graphique 9	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2007 et 2008.....	15
Graphique 10	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 1999 et 2008	16
Graphique 11	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2007 et 2008	16

Annexes

Annexe 1	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 1999, 2007, 2008	18
Annexe 2	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 1999, 2007, 2008	19
Annexe 3	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada, 1999, 2007, 2008	20
Annexe 4	Nombre et proportion d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2008.....	21

Introduction

La présente chronique s'intéresse aux personnes assujetties à des conventions collectives, c'est-à-dire à celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient ou non membres en règle d'un syndicat¹. Pour apprécier l'importance quantitative de ce groupe, la mesure utilisée est le taux de présence syndicale qui se définit comme le pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des employés. Le taux de présence syndicale se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des employés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, cette dernière est comparée avec celles de l'Ontario et du reste du Canada surtout, mais aussi avec celle des États-Unis. La comparaison met en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique. Certains facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre les régions canadiennes et les changements des situations québécoise et canadienne dans le temps sont examinés.

1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des employés², c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation, parce que non syndiqués. Depuis 1999, ces derniers ont représenté entre 13 et 15,2 % de l'emploi total au Québec, entre 14,4 et 15,8 % en Ontario et entre 16,5 et 19 % dans le reste du Canada. De plus, en raison de la très forte volatilité des données pour le secteur agricole (particulièrement évidente pour le Québec et l'Ontario), nous avons décidé d'exclure les employés de ce secteur de notre analyse³. Malgré leur exclusion, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des employés tant à l'échelle du Québec que de l'ensemble du Canada. Enfin, la période étudiée couvre les années 1999 à 2008.

2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

En 2008, les taux de présence syndicale en Amérique du Nord étaient tous en deçà de ceux de 1999, comme l'indique le graphique 1. Le Québec est la région où l'on retrouve d'année en année les plus forts taux. Ainsi, de 1999 à 2008, ces derniers se sont maintenus aux alentours de 40 % au Québec, comparativement à plus ou moins 30 % en Ontario et dans le reste du Canada. Quant aux États-Unis, leur taux de présence syndicale se situe en dessous de 15 %, sauf en 1999.

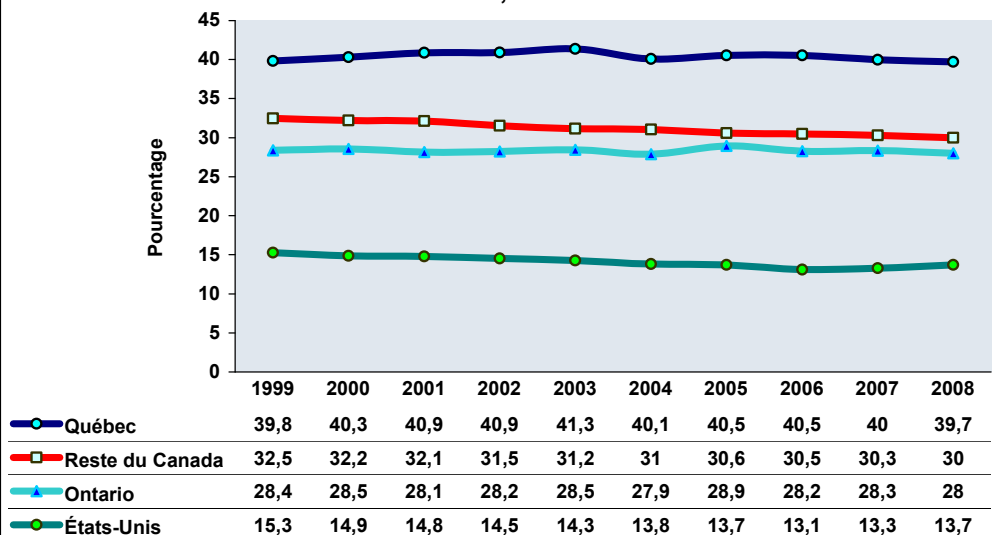
Nous remarquons dans ce graphique de faibles variations, plus souvent à la baisse qu'à la hausse des taux de présence syndicale. Seul le reste du Canada a connu des baisses continues durant ces années. Entre 1999 et 2008, la baisse observée se chiffre à 2,5 points de pourcentage pour l'ensemble de la période dans cette région, comparativement à 0,4 point en Ontario et 1,6 point aux États-Unis. Le Québec, pour sa part, maintient son taux de présence syndicale au-dessus de 40 %, à l'exception des années 1999 (39,8 %) et 2008 (39,7 %).

1. Les données disponibles ne permettent pas de ventiler les taux de présence syndicale par groupe d'affiliation.

2. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.

3. De 1999 à 2008, les données sur les taux de présence syndicale dans le secteur agricole au Québec étaient respectivement de 9,8 %, 0 %, 0 %, 7,5 %, 6,7 %, 0 %, 7,4 %, 7,3 %, 5,1 % et 6,8 %. En Ontario, ces mêmes taux étaient de 0 %, à l'exception de 2004 (4,7 %), 2007 (5,3 %) et 2008 (4,4 %). Cette volatilité s'explique certainement par le fort coefficient de variation (plus de 30 %) associé à la taille de l'estimation, mais aussi par l'interprétation des questions de l'enquête par les personnes interrogées. L'exclusion du secteur agricole conduit évidemment à des différences avec les données diffusées par Statistique Canada qui le conserve. Dans le cas des États-Unis, les travailleurs agricoles sont également comptabilisés.

Graphique 1 Taux de présence syndicale¹, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1999 à 2008



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

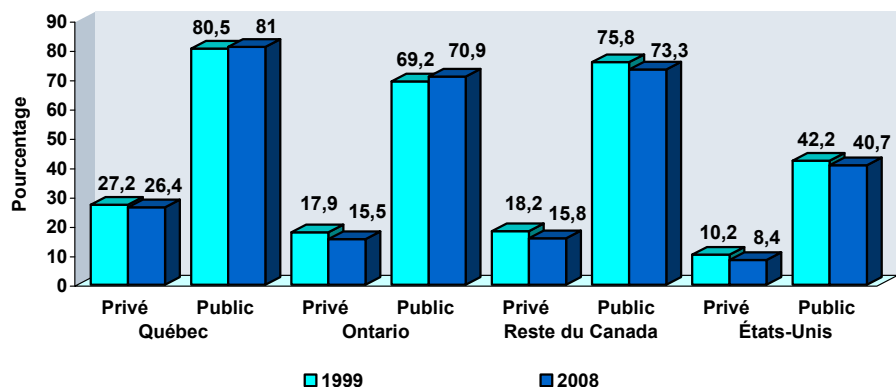
Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB; Bureau of Labor Statistics, Current population Survey.

Il en résulte que l'écart observé entre le Québec et les autres régions continue de croître durant ces années. Ainsi, il est passé de 11,4 points de pourcentage en 1999 à 11,7 points en 2008 par rapport à l'Ontario, et de 7,3 points à près de 10 points par rapport au reste du Canada durant la même période. Dans le cas des États-Unis, l'écart avec le Québec a augmenté de 1,5 point au cours de la même période et il se chiffrait à 26 points en 2008. Par ailleurs, l'écart moyen observé de 1999 à 2008 par rapport aux États-Unis atteignait environ 14 points dans le cas de l'Ontario et quelque 17 points dans le cas du reste du Canada.

3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Historiquement, le secteur privé québécois, à l'instar de ce que l'on retrouve en Amérique du Nord, affiche un taux de présence syndicale beaucoup plus faible que celui du secteur public (graphique 2).

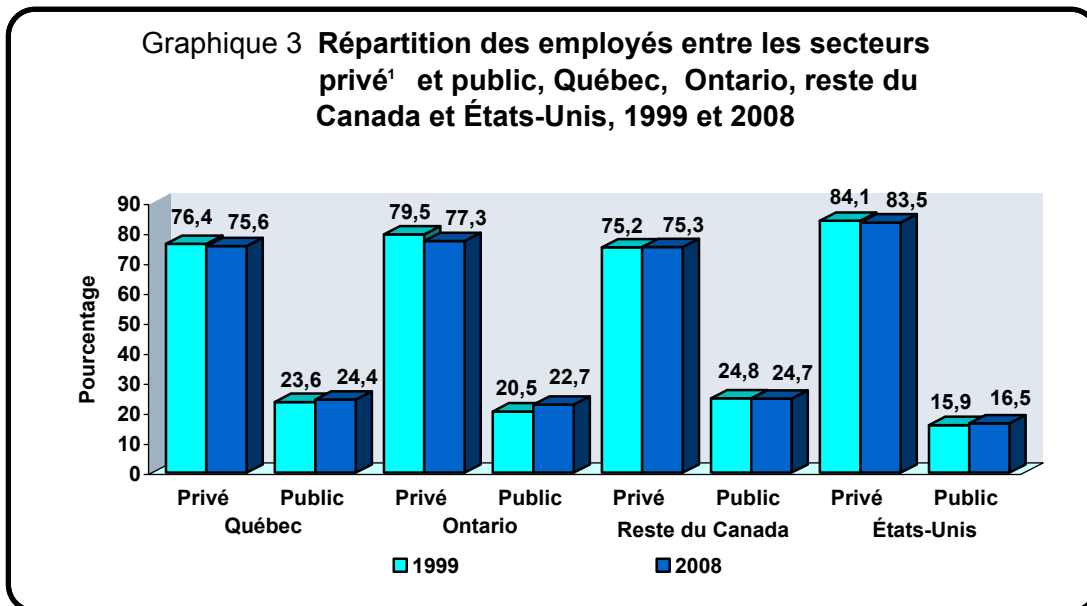
Graphique 2 Taux de présence syndicale selon les secteurs privé¹ et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1999 et 2008



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Bon an, mal an, l'écart entre les deux secteurs varie de 50 à 55 points au Québec et en Ontario, de 56 à 59 points dans le reste du Canada et tourne autour de 32 points aux États-Unis. Entre les années de référence 1999 et 2008, partout au Canada et aux États-Unis, la présence syndicale dans le secteur privé a fléchi. C'est en Ontario et dans le reste du Canada que l'on observe la plus forte baisse avec respectivement 2,4 points de moins qu'en 1999. Pour sa part, le Québec a connu une baisse de 0,8 point de pourcentage, tandis que les États-Unis ont enregistré une baisse de 1,8 point. Par ailleurs, le taux de présence syndicale dans le secteur public a augmenté au Québec et en Ontario, alors qu'il a diminué dans les autres régions. Il a ainsi augmenté d'un demi-point au Québec et de 1,7 point en Ontario, alors qu'il a baissé de 2,5 points dans le reste du Canada et de 1,5 point aux États-Unis au cours de cette période⁴.

Par ailleurs, entre 1999 et 2008, la répartition des employés entre les secteurs public et privé ne s'est que très peu modifiée (graphique 3). Comme en 1999, le secteur privé au Québec et dans le reste du Canada regroupait en 2008 un peu plus de 75 % des personnes en emploi. En Ontario, la proportion des employés dans le secteur privé a connu une baisse de 2,2 points de pourcentage, passant de 79,5 % à 77,3 % durant ces années. C'est aux États-Unis que la proportion des employés du secteur privé est la plus élevée, se situant à environ 84 %. Cette prépondérance constante du secteur privé, associée à la baisse de son taux de présence syndicale, contribue à maintenir le taux global de présence syndicale en deçà de celui de 1999 pour l'ensemble des régions à l'étude.



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

4. Comme toutes les données présentées dans ce document ont été arrondies à une ou deux décimales, il peut y avoir de légers écarts entre certaines données du texte et celles des tableaux et des graphiques.

Il importe de souligner que la définition du secteur public⁵ diffère entre le Canada et les États-Unis, ce qui limite les comparaisons entre les taux de présence syndicale dans les secteurs public et privé. Si les États-Unis appliquaient la même définition du secteur public qu'au Canada, la proportion du nombre d'employés dans ce secteur serait plus grande. Par conséquent, la différence entre la proportion des employés des secteurs public et privé dans ces pays serait moindre.

4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2008 tout comme en 1999, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique⁶ au Québec (tableau 1) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario, à l'exception du secteur primaire. Ils étaient également supérieurs à ceux du reste du Canada.

Tableau 1						
Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique¹ et les régions, 1999 et 2008						
Secteurs d'activité économique	1999			2008		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	28,3	40,1	26,2	37,6	40	20,4
Secteur secondaire	41,4	31,1	29,4	43,3	25,7	24
Construction	50,6	32,4	24	58,2	30,9	21,3
Fabrication	40	30,9	31,8	38,7	23,9	26,1
Secteur tertiaire	39,5	27,3	33,4	38,8	28,5	31,7
Tertiaire privé	20,4	11,4	14,8	20	11,7	13,4
Tertiaire public	80,5	69,4	75,6	81	70,9	73,2
Ensemble	39,8	28,4	32,5	39,7	28	30

1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB.

5. Dans le cas du Canada, « le secteur public comprend les administrations municipales, provinciales et fédérales, ainsi que les sociétés d'État, les Régies des alcools et les autres institutions gouvernementales comme les écoles (incluant les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques. Le secteur privé comprend tous les autres employés et travailleurs indépendants propriétaires d'entreprises (y compris les travailleurs familiaux non rémunérés qui travaillent dans ces entreprises) et les travailleurs indépendants qui ne possèdent pas une entreprise » (Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active, Révisé février 2006*, no 71-543-GIF au catalogue).

Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages » (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, n° 13F0031MIF au catalogue – n° 010, mai 2003). La différence entre les deux pays provient donc du fait qu'au Canada la totalité des institutions à but non lucratif dans les secteurs hospitaliers et scolaires font partie du secteur des administrations publiques.

6. Les données détaillées pour chacun des secteurs d'activité sont présentées aux annexes 1, 2 et 3, tandis que la composition des secteurs tertiaires public et privé figure à l'annexe 4.

Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés se trouvent dans la catégorie du tertiaire public, atteignant en moyenne plus de 80 % au Québec, comparativement à environ 70 % en Ontario et à plus de 73 % dans le reste du pays. Par exemple, dans les services d'enseignement en 2008, ce taux au Québec s'établissait à 77,5 % (annexe 1), contre 69,7 % en Ontario (annexe 2) et 69,5 % dans le reste du Canada (annexe 3). En 2008, tous secteurs confondus, le taux de présence syndicale le plus élevé, soit 81,2 %, se trouvait dans le secteur des services publics au Québec, comparativement à 69,1 % en Ontario et 61,8 % dans le reste du Canada.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, de l'hébergement et des services de restauration, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, avec des taux variant en 2008 entre 3,5 et 18,6 % pour l'ensemble des régions.

Le tableau 2 montre, pour les années 1999 et 2008, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions. Nous remarquons que la grande majorité des emplois se retrouvent, indépendamment de la région, dans le secteur tertiaire, principalement dans celui privé. Cependant, les trois secteurs les plus importants quant à la part de l'emploi qu'ils regroupent sont ceux du commerce, de la fabrication et des soins de santé et de l'assistance sociale (annexes 1, 2 et 3).

On constate aussi que le secteur de la fabrication se démarque au Québec et en Ontario, accaparant environ 15 % des emplois en 2008, comparativement à moins de 10 % dans le reste du Canada. La part de l'emploi dans ce secteur a toutefois décliné entre 1999 et 2008, perdant 5,9 points de pourcentage au Québec, 6,1 points en Ontario et 2,2 points dans le reste du Canada. En 2008, le secteur du commerce absorbait quant à lui entre 16 et 17 % des emplois au pays, tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale en accaparait entre 10,8 et 12,4 % (annexes 1, 2 et 3). De son côté, le reste du Canada se démarque par l'importance, bien que faible, de son secteur primaire qui monopolisait 4,2 % des emplois en 2008, contre seulement 0,9 % au Québec et 0,6 % en Ontario.

Tableau 2						
Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique¹ et les régions, 1999 et 2008						
Secteurs d'activité économique	1999			2008		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	1,1	0,7	3,5	0,9	0,6	4,2
Secteur secondaire	24,7	25,2	16,5	20,6	20,4	16,6
Construction	3,2	4	5,1	4,8	5,3	7,4
Fabrication	21,6	21,2	11,4	15,7	15,1	9,2
Secteur tertiaire	74,2	74	80	78,6	79	79,2
Tertiaire privé	50,6	53,7	55,5	54,3	56,5	54,9
Tertiaire public	23,5	20,3	24,5	24,2	22,5	24,3
Ensemble	100	100	100	100	100	100

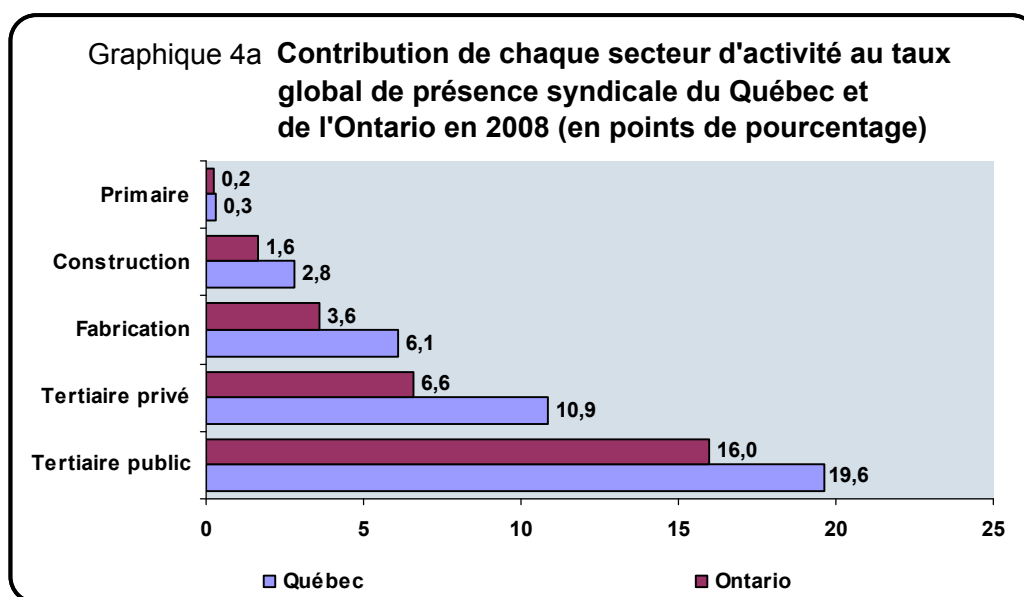
1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB.

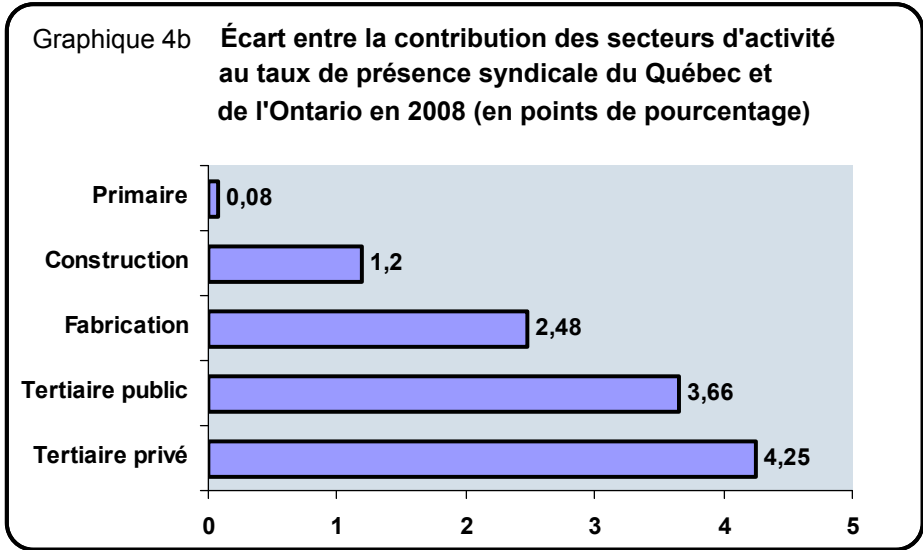
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale selon le secteur d'activité (tableau 1) ainsi que les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 2) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. Le poids relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité par la part de l'emploi total que représente celui-ci et en divisant ce résultat par 100. Par exemple, pour le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale au Québec en 2008, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 64 % (annexe 1) par sa proportion de 12,4 % et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 7,9 points au taux global de présence syndicale de 39,7 %.

Les graphiques 4 et 5 présentent la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale, de même que les écarts observables à ce titre entre le Québec et l'Ontario (graphiques 4a et 4b) et entre le Québec et le reste du Canada (graphiques 5a et 5b).

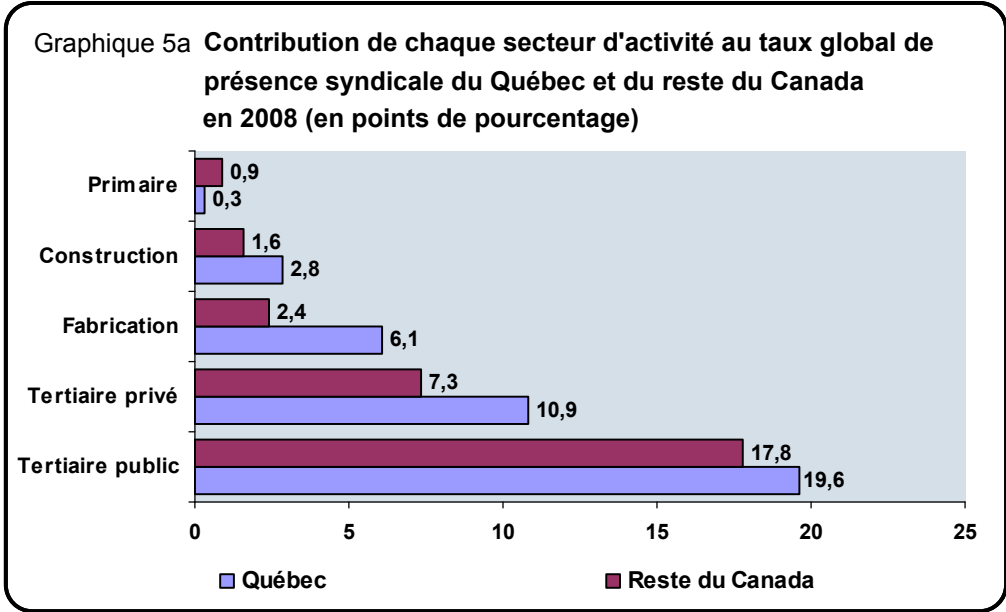


Comme indiqué précédemment au graphique 1, le taux global de présence syndicale au Québec est supérieur de 11,7 points à celui de l'Ontario. Le graphique 4a montre quant à lui que ce sont les secteurs tertiaires, privé et public, qui contribuent davantage à cette différence. Ainsi, l'écart de contribution (graphique 4b) de l'ensemble du secteur tertiaire totalise près de 8 points de pourcentage, surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec est supérieure de 10,3 points (tableau 1) à celle de l'Ontario.

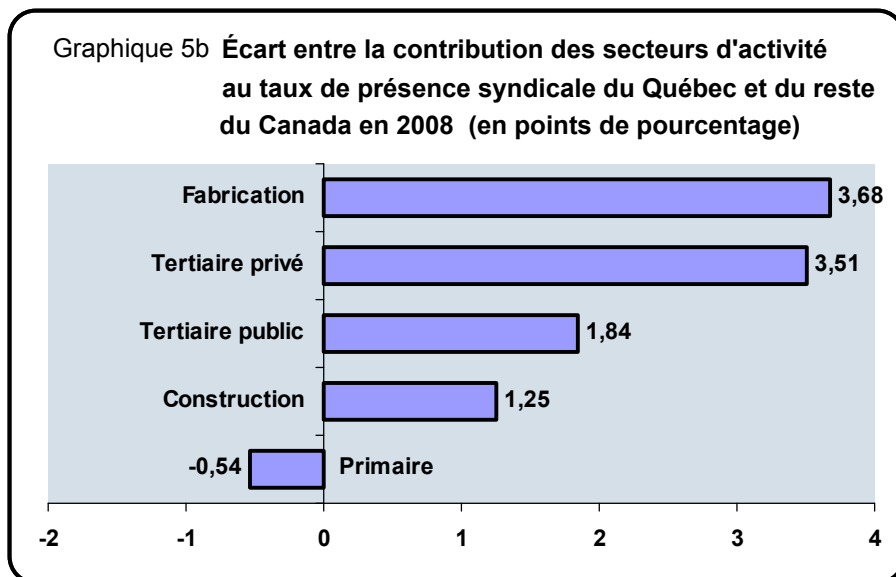


Le secteur québécois de la fabrication, dont le niveau de présence syndicale dépasse de 14,8 points celui de l'Ontario, explique environ 2,5 points de la variation, alors que celui de la construction rend compte d'un peu plus d'un point d'écart, essentiellement parce que son taux de présence syndicale au Québec est nettement plus élevé (58,2 % contre 30,9 % en Ontario). Finalement, le secteur primaire, dont la part de l'emploi est de moins de 1 % dans ces régions, justifie moins de un dixième de point d'écart entre le taux global observé au Québec et en Ontario.

En comparant le Québec avec le reste du Canada (graphiques 5a et 5b), on réalise également que la contribution du secteur de la fabrication et du tertiaire privé et public explique une grande partie des 9,7 points d'écart entre leur taux de présence syndicale global respectif en 2008. Le secteur de la fabrication représente à lui seul plus du tiers (3,68 points) de cet écart. Non seulement son taux de présence syndicale au Québec est en 2008 de 12,6 points de plus que celui du reste du Canada (tableau 1), mais sa place sur le marché de l'emploi est beaucoup plus importante au Québec (15,7 % des employés) que dans le reste du Canada (9,2 %) (tableau 2).



Le secteur tertiaire privé, quant à lui, justifie un écart de 3,51 points. Cet écart s'explique essentiellement par un taux de présence syndicale de 6,6 points plus élevé au Québec que dans le reste du Canada (tableau 1), alors que la place du secteur tertiaire privé sur le marché de l'emploi est sensiblement la même dans les deux régions (tableau 2). La place occupée par le secteur tertiaire public, qui compte pour environ 24 % de l'emploi au sein des deux régions, explique près de 2 points d'écart à cause d'un taux de présence syndicale plus élevé au Québec que dans le reste du Canada (respectivement 81 % et 73,2 %). Quant au secteur de la construction⁷, dont le taux de présence syndicale est nettement supérieur au Québec avec une différence de près de 37 points par rapport au reste du Canada, la place qu'il occupe explique un peu plus de un point d'écart. Enfin, le secteur primaire se démarque dans le reste du Canada non pas par un taux de présence syndicale supérieur à celui du Québec, mais par sa part de l'emploi qui est de 4,2 % comparativement à seulement 0,9 % au Québec.

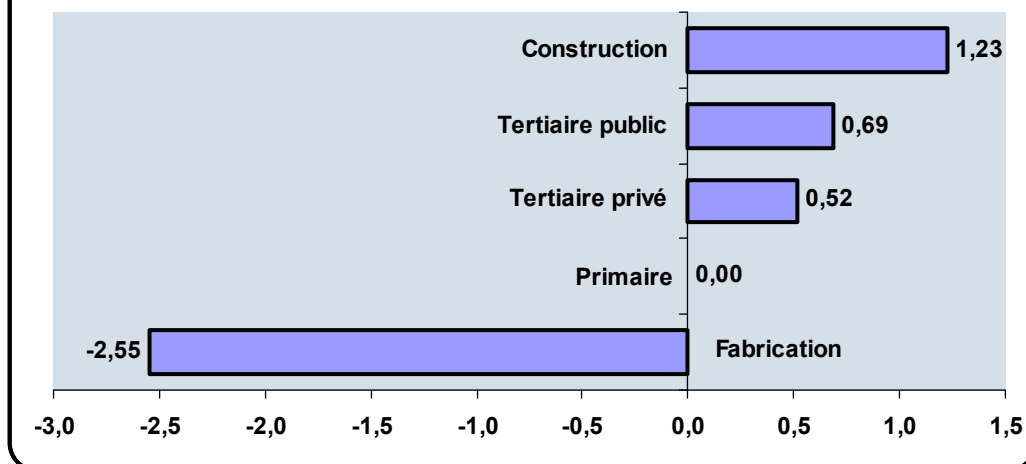


6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec

De 1999 à 2008, le taux québécois de la présence syndicale s'est maintenu au-dessus de 40 % (graphique 1), sauf en 1999 (39,8 %) et en 2008 (39,7 %). Le taux le plus élevé observé durant cette période est de 41,3 % en 2003. En 2008, ce taux a subi un léger recul, baissant de trois dixièmes de point de pourcentage par rapport à 2007 (de 40 % à 39,7 %). Dans les paragraphes suivants, nous analyserons d'abord les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale au Québec entre 1999 et 2008. Nous appliquerons ensuite la même analyse pour les variations qui se sont produites entre 2007 et 2008.

7. Il importe de préciser que le secteur de la construction, dans l'Enquête sur la population active, englobe non seulement les travailleurs affectés aux chantiers comme tels, mais aussi les personnes des autres catégories d'emploi dans ce secteur. De plus, il comprend non seulement les travaux de construction neuve, mais aussi ceux de réparation et de rénovation.

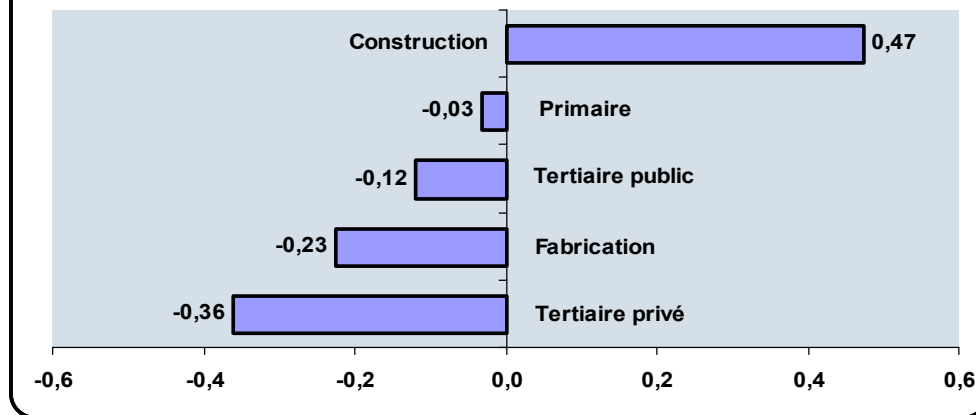
Graphique 6 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 1999 et 2008 (en points de pourcentage)**



Nous constatons d'abord au graphique 6 que le secteur de la fabrication est celui qui a le plus fortement contribué à la légère baisse du taux de présence syndicale entre 1999 et 2008. Durant cette période, ce secteur a en effet subi une perte significative de sa part de l'emploi, de 21,6 % en 1999 à 15,7 % en 2008, alors que son taux de présence syndicale a peu varié, passant de 39,8 % en 1999 à 39,7 en 2008 (tableau 1).

À l'opposé, les secteurs tertiaires public et privé, ainsi que celui de la construction ont contribué positivement à l'évolution du taux global de présence syndicale au Québec durant cette période. Dans le cas des secteurs tertiaires public et privé, nous observons une augmentation de la part de l'emploi qu'ils accaparent. Ainsi, celle du secteur tertiaire privé est passée de 50,6 % à 54,3 % entre 1999 et 2008, et celle du secteur tertiaire public, de 23,5 % à 24,2 % durant cette période (annexe 1). Parallèlement, ce sont surtout ces variations à la hausse de l'emploi qui expliquent la progression de la contribution de ces secteurs, puisque le taux de présence syndicale observé tant dans le secteur tertiaire public que privé n'a que très peu varié durant cette période. Enfin, dans le secteur secondaire, le sous-secteur de la construction a pu contrebalancer environ la moitié de la baisse observée (-2,55 points) dans le sous-secteur de la fabrication par une hausse de sa contribution de plus d'un point de pourcentage (1,23) au taux global de présence syndicale au cours de cette période. Celui-ci a en effet enregistré une forte hausse de son taux sectoriel, passant de 50,6 % en 1999 à 58,2 % en 2008, alors que sa part de l'emploi a progressé de 3,2 à 4,8 % durant ces années.

Graphique 7 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2007 et 2008 (en points de pourcentage)**



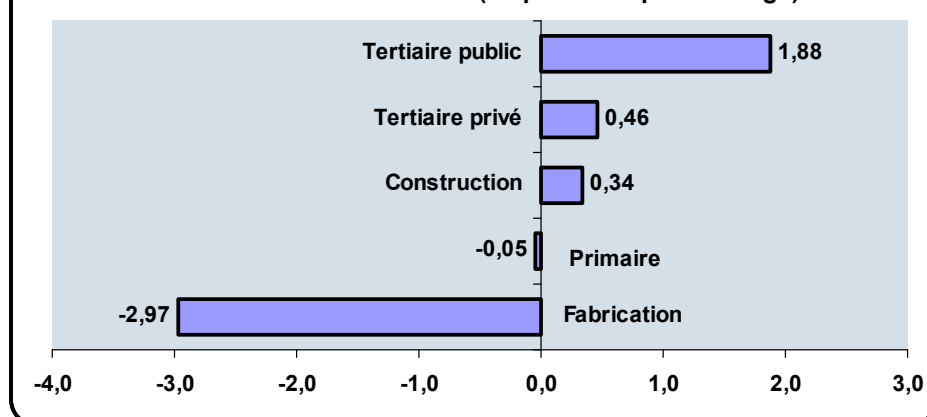
La baisse du taux de présence syndicale entre 2007 et 2008 s'explique par une baisse combinée de la contribution des grands secteurs d'activité économique, à l'exception de la construction. Ainsi, comme le montre le graphique 7, le secteur ayant le plus contribué à cette baisse est celui du tertiaire privé (-0,36 point), suivi de celui de la fabrication (-0,23 point) et du tertiaire public (-0,12 point). Ces secteurs ont généralement subi une baisse à la fois de leur part de l'emploi et de leur taux de présence syndicale (annexe 1).

Le seul apport positif (0,47 point), soit celui de la construction, provient encore une fois d'une hausse de sa part de l'emploi, celle-ci passant de 4,3 à 4,8 %, alors que son taux sectoriel augmentait de 54,1 à 58,2 % entre 2007 et 2008.

7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario

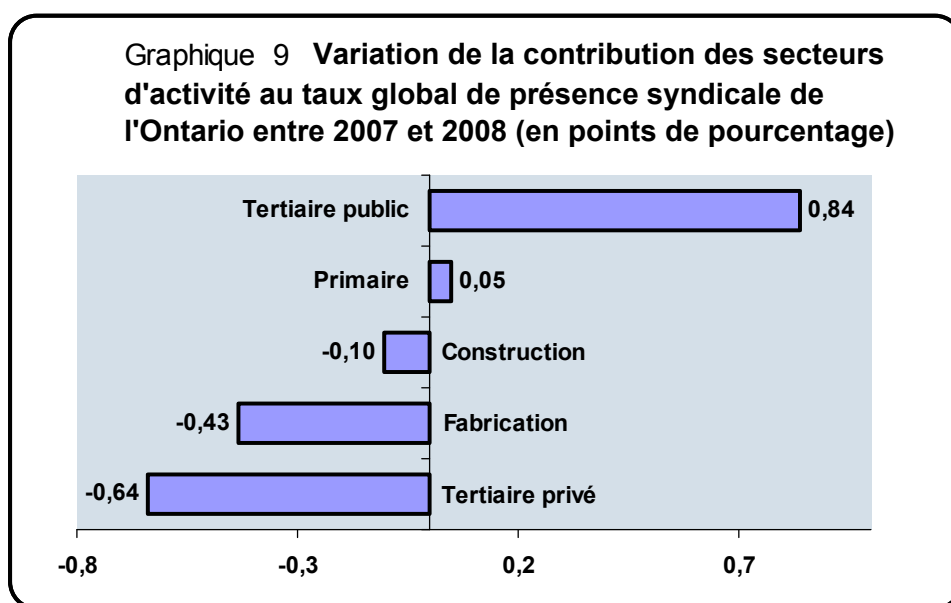
Outre l'année 2005, où le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté d'environ un point de pourcentage, atteignant 28,9 % (graphique 1), on observe de faibles variations, tant à la hausse qu'à la baisse, de ce taux entre 1999 et 2008. L'année 2008 est marquée par un léger recul, tout comme au Québec, d'environ trois dixièmes de point de pourcentage de ce taux par rapport à 2007. Ce dernier se chiffre à 28 % en 2008, comparativement à 28,3 % en 2007 et 28,4 % en 1999.

Graphique 8 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 1999 et 2008 (en points de pourcentage)**



Au graphique 8, il apparaît clairement que le secteur de la fabrication est à l'origine de la baisse du taux de présence syndicale de l'Ontario entre 1999 et 2008. Ce secteur a en effet connu une forte baisse de son taux sectoriel durant ces années, passant de 30,9 % en 1999 à 23,9 % en 2008 (annexe 2). De plus, tout comme au Québec, sa part de l'emploi a chuté sous la barre des 20 %, passant ainsi de 21,2 % en 1999 à 15,1 % en 2008 (annexe 2). Cette baisse significative de la contribution du secteur de la fabrication a toutefois été atténuée par les gains enregistrés dans le secteur tertiaire, public et privé, ainsi que dans celui de la construction.

Pour ce qui est de la baisse du taux global de l'Ontario entre 2007 et 2008, le graphique 9 illustre que les baisses de contribution observées dans le secteur tertiaire privé, ainsi que dans ceux de la fabrication et de la construction, ont légèrement surpassé les hausses enregistrées, particulièrement dans le secteur tertiaire public. De fait, la contribution de ce secteur a augmenté de plus de huit dixièmes de point de pourcentage en 2008. Cela s'explique par une augmentation de la part de l'emploi de ce secteur, qui est passée de 21,4 % en 2007 à 22,5 % en 2008, combinée à une hausse de trois dixièmes de point de pourcentage de son taux sectoriel (de 59,6 à 59,9 %) (annexe 2).

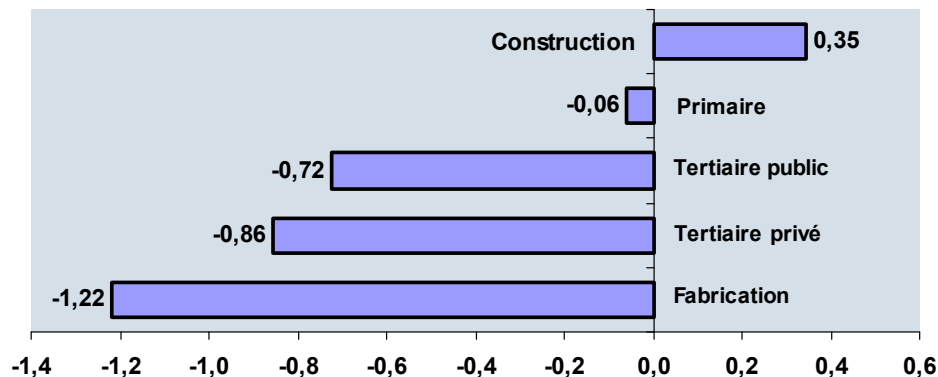


À l'opposé, la contribution du secteur tertiaire privé a diminué d'environ un demi-point de pourcentage. Cela est dû à une faible baisse de la part de l'emploi dans ce secteur, de 56,7 % en 2007 à 56,5 % en 2008, alors que son taux sectoriel est passé de 16,9 à 16 % durant cette période.

8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada

Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 1999 et 2008 (graphique 1), perdant en moyenne près de trois dixièmes de point de pourcentage par année. Ainsi, ce taux a régressé de 2,5 points de pourcentage pendant cette période, passant de 32,5 % en 1999 à 30 % en 2008.

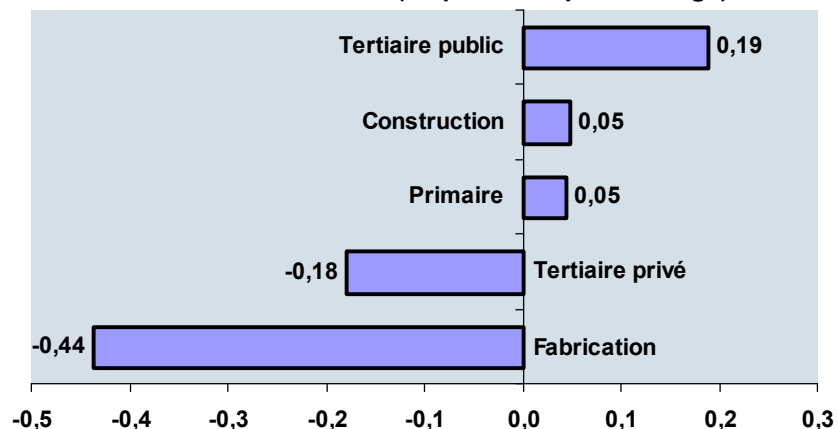
Graphique 10 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 1999 et 2008 (en points de pourcentage)**



Le graphique 10 montre qu'à l'exception du secteur de la construction, les autres secteurs ont connu en moyenne une diminution de leur contribution au taux global de présence syndicale dans cette région. La baisse la plus marquée s'observe dans le secteur de la fabrication (-1,22 point) et dans celui du tertiaire privé (-0,86 point). Dans le cas de ce dernier secteur, cette baisse s'explique par une diminution de son taux sectoriel, ce dernier passant de 20,1 % en 1999 à 18,6 % en 2008 (annexe 3), alors que sa part de l'emploi diminuait de 55,5 à 54,9 % durant cette même période. Dans le cas de la fabrication, il s'agit également d'une baisse simultanée de son taux sectoriel, de 31,8 à 26,1 %, et de sa part de l'emploi, de 11,4 à 9,2 %, entre 1999 et 2008.

En ce qui concerne la légère baisse du taux global de présence syndicale survenue entre 2007 et 2008 pour cette région (de 30,3 à 30 %), le graphique 11 indique que ce sont les secteurs de la fabrication et du tertiaire privé qui y ont contribué par une faible diminution de leur taux sectoriel respectif et de la part de l'emploi (annexe 3). Cette contribution moindre de ces secteurs a toutefois été atténuée par de faibles variations à la hausse dans les autres secteurs. Ainsi, dans le secteur tertiaire public, la hausse d'environ un cinquième (0,19) de point de pourcentage de sa contribution s'explique essentiellement par une hausse de sa part de l'emploi de 23,9 % en 2007 à 24,3 % en 2008, alors que son taux sectoriel régressait de deux dixièmes de point de pourcentage, de 61,5 à 61,3 % au cours de cette période.

Graphique 11 **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2007 et 2008 (en points de pourcentage)**



Conclusion

Le Québec, l'Ontario et le reste du Canada ont connu en moyenne une baisse de trois dixièmes de point de pourcentage de leur taux de présence syndicale respectif. Le Québec continue d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2008, avec 39,7 %. À l'opposé, c'est aux États-Unis que l'on observe le taux le plus bas avec 13,7 %. C'est cependant la seule région à l'étude qui a connu une hausse de son taux de présence syndicale entre 2007 et 2008, puisque ce dernier se chiffrait à 13,3 % en 2007.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et celui des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées. La plus grande part relative sur le marché du travail québécois de certains secteurs d'activité à plus forte densité syndicale (comme les administrations publiques) contribue également à ce phénomène.

Entre 1999 et 2008, c'est le secteur de la fabrication qui a le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale au pays. C'est particulièrement le cas en Ontario et au Québec. Dans le reste du Canada, la baisse de contribution du secteur de la fabrication n'a été que légèrement supérieure à celle du secteur tertiaire privé. Néanmoins, partout au pays, le secteur de la fabrication a connu à la fois une baisse de sa part de l'emploi et de son taux de présence syndicale au cours de ces dix années. Le secteur tertiaire public a, quant à lui, faiblement contribué à la baisse de la présence syndicale dans le reste du Canada et inversement au Québec et en Ontario.

À l'opposé, le secteur de la construction a augmenté sa contribution au taux de présence syndicale dans l'ensemble des régions canadiennes, surtout par une hausse de sa part de l'emploi. Cependant, ce phénomène est nettement plus prononcé au Québec parce que ce secteur a aussi connu une hausse significative de son taux de présence syndicale. Ce fut également le cas du secteur tertiaire privé du Québec et de l'Ontario, qui a contribué positivement à l'évolution du taux de présence syndicale entre 1999 et 2008, alors que l'inverse s'est observé dans le reste du Canada.

ANNEXE 1

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 1999, 2007, 2008

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1999	2007	2008	1999	2007	2008	1999	2007	2008
Secteur primaire	1,1	1	0,9	28,3	36,7	37,6	0,3	0,4	0,3
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,1	1	0,9	28,3	36,7	37,6	0,3	0,4	0,3
Secteur secondaire	24,7	20,3	20,6	41,4	42,7	43,3	10,2	8,7	8,9
Construction	3,2	4,3	4,8	50,6	54,1	58,2	1,6	2,3	2,8
Fabrication	21,6	15,9	15,7	40	39,6	38,7	8,6	6,3	6,1
Secteur tertiaire	74,2	78,8	78,6	39,5	39,3	39	29,3	31,0	30,5
Administrations publiques	7,2	6,7	6,9	74,3	78,4	77	5,4	5,3	5,3
Autres services	3,9	3,5	3,6	17,3	17,5	16,2	0,7	0,6	0,6
Commerce	15,5	17,7	17	18,5	18,3	19,5	2,9	3,2	3,3
Finance, assurances, immobilier et location	5,4	5,9	5,9	21,6	21,8	18,6	1,2	1,3	1,1
Hébergement et services de restauration	6,2	6,5	6,8	9,9	10,8	11	0,6	0,7	0,8
Information, culture et loisirs	4,3	4,5	4,3	40,3	37,2	29,8	1,7	1,7	1,3
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,6	3,4	3,1	20,6	29,6	28,2	0,6	1	0,9
Services d'enseignement	8	7,6	7,5	78,9	75,6	77,5	6,3	5,8	5,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,7	5,3	5,5	8,6	8,3	9,7	0,4	0,4	0,5
Services publics	1	1	1	76,9	81,4	81,2	0,7	0,8	0,8
Soins de santé et assistance sociale	10,5	12	12,4	65,4	65	64	6,8	7,8	7,9
Transport et entreposage	4,9	4,7	4,8	42,1	50,6	46,3	2	2,4	2,2
Tertiaire privé	50,6	54,5	54,3	20,4	20,5	20	10,3	11,2	10,9
Tertiaire public	23,5	24,2	24,2	80,5	81,5	81	18,9	19,8	19,6
Ensemble	100	100	100	39,8	40	39,7	39,8	40	39,7

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB.

ANNEXE 2

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 1999, 2007, 2008

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1999	2007	2008	1999	2007	2008	1999	2007	2008
Secteur primaire	0,7	0,6	0,6	40,1	34,4	40	0,3	0,2	0,2
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,7	0,6	0,6	40,1	34,4	40	0,3	0,2	0,2
Secteur secondaire	25,2	21,3	20,4	31,1	27,1	25,7	7,9	5,8	5,2
Construction	4	5,0	5,3	32,4	35	30,9	1,3	1,7	1,6
Fabrication	21,2	16,3	15,1	30,9	25	23,9	6,6	4	3,6
Secteur tertiaire	74	78,1	79	27,3	28,6	28,5	20,2	22,4	22,6
Administrations publiques	6,1	5,9	6,4	67,2	72,6	72,2	4,1	4,3	4,6
Autres services	3,5	3,3	3,6	7,5	9,4	8,7	0,3	0,3	0,3
Commerce	15,5	16,1	16	11,9	13,5	11,9	1,8	2,2	1,9
Finance, assurances, immobilier et location	6,9	7,1	7,1	4,3	5,5	4,4	0,3	0,4	0,3
Hébergement et services de restauration	6,3	6,5	6,4	5,4	8,6	6,3	0,3	0,6	0,4
Information, culture et loisirs	4,7	5,0	4,6	21,8	20,7	21,4	1	1	1
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	3,5	4,3	4,1	10,2	10,9	13,2	0,4	0,5	0,5
Services d'enseignement	7,3	8,0	8,1	71,7	68,3	69,7	5,2	5,5	5,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,3	5,8	5,9	4,7	4,5	3,5	0,3	0,3	0,2
Services publics	1	1	1,2	70,2	70,3	69,1	0,7	0,7	0,8
Soins de santé et assistance sociale	9,5	10,6	10,8	43	46,7	45,6	4,1	4,9	4,9
Transport et entreposage	4,4	4,5	4,8	39,2	38	39	1,7	1,7	1,9
Tertiaire privé	53,7	56,7	56,5	11,4	12,7	12	6,1	7,2	6,6
Tertiaire public	20,3	21,4	22,5	69,4	70,6	70,9	14,1	15,1	16
Ensemble	100	100	100	28,4	28,3	28	28,4	28,3	28

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB.

ANNEXE 3

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada, 1999, 2007, 2008

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1999	2007	2008	1999	2007	2008	1999	2007	2008
Secteur primaire	3,5	4,3	4,2	26,2	19,1	20,4	0,9	0,8	0,9
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	3,5	4,3	4,2	26,2	19,1	20,4	0,9	0,8	0,9
Secteur secondaire	16,5	16,6	16,6	29,4	26,3	24,0	4,8	4,4	4
Construction	5,1	6,9	7,4	24	22,2	21,3	1,2	1,5	1,6
Fabrication	11,4	9,7	9,2	31,8	29,2	26,1	3,6	2,8	2,4
Secteur tertiaire	80	79,2	79,2	33,4	31,7	31,7	26,7	25,1	25,1
Administrations publiques	6,6	5,9	6,2	69,5	67,9	69,9	4,6	4	4,3
Autres services	4,2	3,6	3,8	8,5	9	9,1	0,4	0,3	0,3
Commerce	16,9	17,1	17	13,1	13	12,8	2,2	2,2	2,2
Finance, assurances, immobilier et location	5,8	5,4	5,6	10	11,8	12,2	0,6	0,6	0,7
Hébergement et services de restauration	7,9	7,5	7,3	6,8	6,4	6,1	0,5	0,5	0,4
Information, culture et loisirs	4,5	4,5	4,3	29,5	26,8	27,8	1,3	1,2	1,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,9	3,7	3,5	8,8	10,8	13,1	0,3	0,4	0,5
Services d'enseignement	8,2	8,2	8	72,4	70,3	69,5	6	5,8	5,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,3	4,9	5,3	5,1	5,6	5	0,2	0,3	0,3
Services publics	0,9	0,9	1	71,4	64,1	61,8	0,6	0,6	0,6
Soins de santé et assistance sociale	11,7	12,1	12	59,9	57,8	57,2	7	7	6,9
Transport et entreposage	6	5,2	5,2	50,1	43	42,4	3	2,2	2,2
Tertiaire privé	55,5	55,3	54,9	14,8	13,6	13,4	8,2	7,5	7,3
Tertiaire public	24,5	23,9	24,3	75,6	73,7	73,2	18,5	17,6	17,8
Ensemble	100	100	100	32,5	30,3	30	32,5	30,3	30

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB.

ANNEXE 4

Nombre (en milliers) et proportion (%) d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, Reste du Canada, 2008

Secteur d'activité	Québec			Ontario			Reste du Canada		
	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total
	Nombre d'employés (en milliers)								
Administrations publiques	0	229,1	229,1	0	363,5	363,5	0	333,1	333,1
Autres services	117	0,6	117,6	203,2	0,2	203,4	205	0	205
Commerce	556,1	6,1	562,2	896,3	8,2	904,5	911,6	10,4	922
Finance, assurances, immobilier et location	182,6	11,2	193,8	392,1	10,1	402,2	274,8	25,8	300,6
Hébergement et services de restauration	225	0,1	225,4	357	6	362,7	395,0	0,3	395,3
Information, culture et loisirs	116,6	25,9	142,5	213,4	45,4	258,8	197,4	36,9	234,3
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	99	2,6	101,3	228	2,4	230,3	185,8	3,1	188,9
Services d'enseignement	25,6	222,8	248,4	40,2	419,3	459,5	28,8	404,2	433
Services professionnels, scientifiques et techniques	179,1	2,9	182	328,8	3,7	332,5	284,5	2,8	287,3
Services publics	2,2	30,7	32,9	16,6	48,5	65,1	11,2	42,4	53,6
Soins de santé et assistance sociale	176,5	233,1	409,6	309,7	299,1	608,8	257,8	393,5	651,3
Transport et entreposage	120	37,3	157,3	204,3	66,4	270,7	220	63	283
Total	1 799,7	802,4	2602,1	3 189,2	1 272,8	4 462	2 971,8	1 315,5	4 287,3
	Proportion (%) du nombre d'employés								
Administrations publiques	0	28,6	8,8	0	28,6	8,1	0	25,3	7,8
Autres services	6,5	0,1	4,5	6,4	0	4,6	6,9	0	4,8
Commerce	30,9	0,8	21,6	28,1	0,6	20,3	30,7	0,8	21,5
Finance, assurances, immobilier et location	10,1	1,4	7,4	12,3	0,8	9	9,2	2	7
Hébergement et services de restauration	12,5	0	8,7	11,2	0,5	8,1	13,3	0	9,2
Information, culture et loisirs	6,5	3,2	5,5	6,7	3,6	5,8	6,6	2,8	5,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	5,5	0,3	3,9	7,1	0,2	5,2	6,3	0,2	4,4
Services d'enseignement	1,4	27,8	9,5	1,3	32,9	10,3	1	30,7	10,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	10	0,4	7	10,3	0,3	7,5	9,6	0,2	6,7
Services publics	0,1	3,8	1,3	0,5	3,8	1,5	0,4	3,2	1,3
Soins de santé et assistance sociale	9,8	29,1	15,7	9,7	23,5	13,6	8,7	29,9	15,2
Transport et entreposage	6,7	4,6	6	6,4	5,2	6,1	7,4	4,8	6,6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2008*, cat. n° 71F0004XCB.

Les données ont été ajustées de façon à ce que la répartition par secteur privé et public concorde avec les totaux de chacun des douze secteurs d'activité figurant dans ce tableau.